



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 25 OCTOBRE 2016**

MENTION D'AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mardi 25 octobre 2016**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **2 novembre 2016** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCACTION

Le **14 octobre 2016**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 25 octobre 2016 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du PV de la réunion du 14 septembre 2016

1 - Urbanisme

Présentation du P.A.D.D. de principe par le bureau d'études BEGEAT

2 - Finances

- 2-1- Décisions modificatives (budget communal et budget du service public de l'Assainissement)
- 2-2- Marchés SIVAAD 2017/2018 pour les achats alimentaires
- 2-3- Participation communale au séjour à SEYNE LES ALPES de 3 classes élémentaires
- 2-4- Modification du tarif de la garderie (matin)

3 - Personnel communal

- 3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise
- 3-2- Création d'un emploi permanent à temps complet de Rédacteur Principal 1^{ère} classe
- 3-3- Instauration de la participation « employeur » à la complémentaire santé et prévoyance et fixation des montants

4 - Administration générale

- 4-1 - SPL « ID 83 » - Rapport d'activités 2015
- 4-2 - Démission de M. Renaud GAULET des commissions d'urbanisme, des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal (se maintient dans la commission des Finances)

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

6 - Question écrite de M. GAULET Renaud intitulée « Une commune sans migrant »

7 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mardi 25 octobre septembre 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - CEMBRANI Romain - COLLAINÉ Olivier - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mmes. REES Pénélope - GAQUIERE Ingrid (procuration à Jacqueline TURINELLI) - MUNIER Denise (procuration à Olivier COLLAINÉ) - BOULE AMPHOUX Isabelle - M. GAULET Renaud.

soit 22 présents et 5 absents excusés dont 2 ayant donné pouvoir, soit 24 votants.

A noter que M. KINET s'est absenté durant les délibérations concernant l'une la participation au séjour au ski de l'école élémentaire et l'autre le tarif de la garderie.

A noter aussi que M. GAUTIER a quitté la réunion à partir de la délibération concernant les participations à la complémentaire santé et prévoyance des agents communaux. Il a donné pouvoir à M. Bernard SAULNIER, Maire.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 septembre 2016,

A l'unanimité moins une abstention : M. PAZ car absent à ladite réunion,

APPROUVE ce document.

1- Urbanisme

Présentation du P.A.D.D. de principe par le bureau d'études BEGEAT

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les orientations générales du P.A.D.D. de principe organisé comme suit :

Orientation générale n° 1 : réalisation d'un projet durable pour les Valois (orientations générales d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme)

- Transports et déplacements : une requalification de la déviation et un développement des connexions et des possibilités de stationnement, un enjeu majeur de la planification du VAL.
- le projet d'aménagement du VAL : redéfinition de l'enveloppe urbaine
- Orientations relatives à l'habitat
- Orientations relatives à l'habitat

Orientation générale n° 2 : développement d'un projet économique et réalisation d'un projet touristique lié au cadre de vie, au terroir et aux activités de nature

- Orientations relatives au développement économique du VAL
- Orientations relatives au développement de l'agriculture : le terroir agricole, pilier de l'économie valoise
- Orientations relatives au développement touristique du VAL : pour un développement diversifié et de qualité.

Orientation générale n° 3 : réalisation d'un projet environnemental cohérent avec l'histoire de la commune et ses projets de développement, alliant protection des personnes, préservation du cadre de vie et maintien des continuités écologiques fonctionnelles

- Protéger les personnes et les biens et permettre les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels
- Identifier et préserver les paysages et le patrimoine, en tant que symboles de l'histoire du territoire et de sa richesse
- Préserver et valoriser les ressources naturelles du territoire
- Identifier et favoriser le maintien des continuités écologiques fonctionnelles, cohérentes avec le projet de développement communal, et garant de la prise en compte des continuités écologiques à plus grandes échelles (intercommunale, régionale).

Après avoir présenté le P.A.D.D. de principe, le débat s'est déroulé. L'essentiel des discussions a porté sur les questions suivantes :

- Question relative au devenir des espaces localisés à l'intérieur de la RD 554:

Le cabinet BEGEAT précise que des OAP (orientations d'aménagement et de programmation) sont en cours d'élaboration sur ces espaces; elles permettront d'avoir une vision globale de ces zones et seront proposées ultérieurement. Ces OAP prendront en compte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que le projet politique communal.

- Question relative aux délais de réalisation du Plan Local d'Urbanisme (PLU):

La commune souhaite éviter le passage au règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'impose aux communes lorsque son Plan d'Occupation des Sols (POS) devient caduque et que son nouveau document d'urbanisme (PLU) n'est pas encore en vigueur. Un arrêt du document d'urbanisme est prévu dans le courant du mois de mars 2017. Cet arrêt nécessitera que le débat sur le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) de la commune ait lieu courant janvier 2017, soit trois mois avant l'arrêt du document de PLU (notons que le projet de loi Egalité et Citoyenneté, en cours de discussion, pourrait modifier ces délais).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-5 et suivants,

Considérant la réunion de concertation publique tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal,

Considérant la réunion des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal,

Considérant le projet de P.A.D.D. de principe réalisé suite aux ateliers de travail du Comité de Pilotage en charge de l'élaboration du P.L.U. (COPIL),

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire sur les orientations générales du PADD de principe,

Après avoir débattu sur les orientations générales du PADD de principe conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme,

Après clôture des débats par Monsieur le Maire,

PREND ACTE des échanges lors du débat sans vote sur les orientations générales du PADD de principe,

DIT que :

- La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération,
- La présente délibération sera transmise à M. le Préfet et fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois,
- Les orientations générales du PADD de principe feront l'objet de réflexions plus approfondies sur la base de ce débat et seront de nouveau débattues lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal.

2 - Finances

2-1- Décisions modificatives (budget communal et budget du service public de l'Assainissement)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que l'habillage des dernières cases en béton (26) du columbarium communal doit être entrepris. Une consultation a été lancée dans ce sens. Les Pompes Funèbres PIANETTI ont été retenues pour un montant de 7.800 € TTC.

Aucun crédit n'ayant été prévu lors du vote du budget communal 2016 sur l'imputation budgétaire concernée, Mme BREBAN propose le virement de crédit suivant :

020-2188-307 - Acquisition matériel divers..... - 7.800 €
026-2181-412 - Aménagements divers au cimetière..... + 7.800 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 4 du budget communal 2016.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que l'imputation budgétaire relative aux frais d'études et d'honoraires n'a pas été suffisamment créditée lors du vote du budget du service public de l'assainissement.

Elle propose de procéder au virement de crédits suivant :

678 - Charges exceptionnelles..... - 1.200 €
6226 - Honoraires..... + 1.200 €

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,
Après en avoir délibéré,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 2 du budget du service public de l'assainissement collectif.

2-2- Marchés SIVAAD 2017/2018 pour les achats alimentaires

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 10 avril 2008 la Commune a adhéré à la convention constitutive du Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var. Ensuite, par délibération du 17 mai 2016, la Commune a adhéré au SIVAAD (Syndicat Intercommunal Varois d'Aide aux Achats Divers).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SIVAAD.

M. DEBAQUE indique que le groupement d'achats a lancé les appels d'offres pour 2017 (renouvelables pour 2018) pour la fourniture des denrées alimentaires pour les cantines municipales. La Commission d'Appel d'Offres du groupement, au sein de laquelle Mesdames Brigitte BOSSUGE, Ingrid GAQUIERE, M. Jean-Luc KINET, Conseillers Municipaux, et lui-même représentent la Commune du VAL, a mené à bien la procédure et a transmis toutes les pièces du dossier en Mairie pour approbation et signature des actes d'engagement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer ces documents contractuels.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, et avoir pris connaissance des pièces du marché,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions Mmes BREBAN et PASQUET qui souhaitent prioriser l'appel à des producteurs et fournisseurs locaux ou régionaux (circuit court),

ACCEPTE que soient retenus les fournisseurs de denrées alimentaires dont la liste est annexée à la présente délibération avec indication du montant annuel minimum TTC.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché découlant de l'appel d'offres lancé par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales pour l'année 2017 (renouvelable en 2018).

<u>2-3- Participation communale au séjour à SEYNE LES ALPES de 3 classes élémentaires</u>
--

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de trois enseignants de l'Ecole Élémentaire du Val (1 CP - 1 CP/CE1 et 1 CE1) de faire participer leurs élèves à des classes transplantées à SEYNE LES ALPES du au 2017 pour un coût de 200 € par enfant tout frais compris (transport, hébergement, restauration et activités). Ce séjour de 3 jours concernera 72 élèves.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Élémentaire une participation financière de la Commune. Elle précise que les familles verseront une participation ainsi que l'O.C.C.E. de l'école.

Mme PASQUET rappelle qu'en 2016 un séjour intitulé « Au fil de l'Histoire » avait bénéficié d'une participation communale à hauteur de 65 € par enfant (pour 48 élèves soit une aide de 3.120 €). Elle propose que le montant de l'aide pour le séjour de 2017 soit maintenu à 65 € par enfant sachant que cette participation serait alors d'un total de 4.680 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de participer financièrement aux classes transplantées à SEYNE LES ALPES en 2017 pour les élèves de trois classes de l'Ecole Élémentaire du Val à hauteur de 4.680 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Élémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2017 (chapitre 65).

2-4- Modification du tarif de la garderie (matin)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires Scolaires », qui rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 13 mai 2015, les tarifs des prestations scolaires et extra scolaires ont été arrêtés, dont celui de la garderie. Les tarifs « garderie » ont été maintenus par délibération du 8 mars 2016.

Mme PASQUET résume la situation :

L'indication "tout heure commencée est due" inscrite initialement dans le tarif de la garderie doit être supprimée pour le matin. Actuellement les tarifs sont les suivants :

Garderie du matin :

Tarif 1 : 1h = 1€ >> 1h20 = 2€

Tarif 2 : 1h = 1,25€ >> 1h20 = 2,50€

Tarif 3 : 1h = 1,50€ >> 1h20 = 3€

En comparaison :

Le soir pour un tarif 3, il est de 3€ pour 2h (de 16h30 à 18h30) goûter compris.

Le tarif du matin s'avère donc disproportionné et il serait souhaitable de le modifier comme suit :

Garderie du matin :

Tarif 1 : 1€ de l'heure et 1,30€ pour 1h20

Tarif 2 : 1,25€ de l'heure et 1,60€ pour 1h20

Tarif 3 : 1,50€ de l'heure et 2,00€ pour 1h20

Pour la garderie du soir pas de changement car le goûter est fourni.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de supprimer la mention « tout heure commencée est due » du tarif de la garderie,

APPROUVE les nouveaux tarifs proposés par Mme PASQUET pour la garderie du matin,

INDIQUE que ces tarifs seront applicables dès la rentrée des vacances de Toussaint 2016.

3 - Personnel communal

3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réussissent des examens ou des concours puissent être nommés sur le grade accessible, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Agent de Maîtrise pour y nommer un agent des Services Techniques, actuellement au grade d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe, qui a réussi l'examen et qui est inscrit sur la liste d'aptitude établie par le CDG 83. Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 15 novembre 2016.

Il précise que la Commission Communale du Personnel, réunie le 24 octobre 2016, a émis un avis favorable unanime à cette promotion interne.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi d'Agent de Maîtrise Territorial permanent à temps complet à compter du 15 novembre 2016, et de supprimer à la même date un emploi d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

3-2- Création d'un emploi permanent à temps complet de Rédacteur Principal 1^{ère} classe

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réunissent les conditions d'ancienneté dans leur grade et qui donnent satisfaction dans leur manière d'accomplir leurs missions, puissent bénéficier d'un avancement, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste de Rédacteur Principal de 1^{ère} classe pour y nommer le Responsable du Service « Urbanisme » de la Commune, actuellement au grade de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe, qui remplit toutes les conditions d'ancienneté et d'échelon prévues par les textes (avancement de grade).

Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 15 novembre 2016. A cette même date, l'emploi de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe sera supprimé.

Il précise que le Centre de Gestion de la FPT a émis un avis favorable le 26 septembre 2016 sur cet avancement et que la Commission Communale du Personnel, réunie le 24 octobre 2016, a également émis un avis favorable unanime.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,
Après en avoir délibéré,

A la majorité (5 abstentions : MM. FOURNEL - VERDON - COEURDEUIL / et Mmes PASQUET et BREBAN) - Mme BREBAN s'abstient car favorable à la mutualisation du service « urbanisme » communal avec la Communauté de Communes ou d'agglomération),

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi de Rédacteur Territorial de 1^{ère} classe permanent à temps complet à compter du 15 novembre 2016 et de supprimer à la même date l'emploi de Rédacteur Principal de 2^{ème} classe,

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

<u>3-3- Instauration de la participation « employeur » à la complémentaire santé et prévoyance et fixation des montants</u>
--

1°) Participations « employeur »

M. le Maire rappelle que la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 88-2) ouvre la possibilité aux employeurs publics (Etat, Collectivités locales, Hôpitaux...) de participer financièrement aux garanties de protection sociale souscrites par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation étaient renvoyées à la publication d'un décret d'application ; le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents détaille les possibilités ouvertes aux employeurs territoriaux.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel, qui explique que le bénéfice de la participation d'un employeur territorial est réservé aux seuls contrats et règlements qui garantissent la solidarité intergénérationnelle entre les agents souscripteurs.

A ce titre, les collectivités peuvent pour chacun des risques concernés :

- Soit aider les agents qui auront souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui aura été préalablement labellisé.
Les contrats ou règlements qui se sont vus délivrer un label figurent sur une liste publiée depuis le 31 août 2012 sur le site Internet de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

- Soit engager une procédure de mise en concurrence à l'issue de laquelle une convention de participation sera conclue avec un seul opérateur.

M. le Maire rappelle que la participation versée par l'employeur est assujettie :

- à la Contribution Sociale Généralisée (CSG), à la Contribution de Remboursement de la Dette Sociale (CRDS), au RAFP pour les fonctionnaires CNRACL,
- à l'impôt sur le revenu de l'agent bénéficiaire.

M. le Maire propose d'adopter le principe d'une participation de la collectivité au financement des garanties de protection sociale complémentaire selon les modalités décrites ci-dessous. Le Comité Technique a émis un avis favorable aux démarches de labellisation en matière de santé et de prévoyance lors de sa séance du 12 octobre 2016.

Il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur les points suivants :

- Mise en place d'une participation et sélection du ou des risque(s) concerné(s)
- Procédure de sélection des contrats ou règlements bénéficiant de la participation
- Agents bénéficiaires
- Montant de la participation et, le cas échéant, critères de modulation,
- Modalités de versement de la participation

MISE EN PLACE D'UNE PARTICIPATION ET CHOIX DES RISQUES CONCERNES

La collectivité décide de mettre en place une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire **du personnel** à compter du 1^{er} janvier 2017 dans les domaines de la Santé (atteinte à l'intégrité physique et maternité) et de la Prévoyance (incapacité, invalidité, décès)

PROCEDURE DE SELECTION DES CONTRATS ET REGLEMENTS BENEFICIANT DE LA PARTICIPATION

La collectivité décide d'attribuer sa participation pour les risques sélectionnés aux contrats et règlements ayant fait l'objet de la délivrance d'un label et figurant sur la liste publiée par la DGCL sur son site Internet.

LES AGENTS BENEFICIAIRES DE LA PARTICIPATION

Bénéficient de la participation aux garanties de protection sociale complémentaire :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires,
- Les agents non titulaires de droit public quel que soit le motif de leur recrutement,

Les agents peuvent bénéficier de cette participation quel que soit leur temps de travail au sein de la collectivité.

MONTANT DE LA PARTICIPATION

Pour le risque « Santé », une modulation de la participation mensuelle par agent est instaurée en fonction de la catégorie de chaque grade, soit :

Agents de catégorie C	15,00 €
Agents de catégorie A et B	10,00 €

Pour le risque « Prévoyance », le montant mensuel de la participation est fixé à **5 € nets** par agent.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

La participation de la collectivité sera versée directement à l'agent par le biais de son bulletin de salaire,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,
Considérant l'avis favorable unanime des Commissions du Personnel Communal et des Finances du 12 octobre 2016,
Considérant l'avis favorable unanime du Comité Technique du 12 octobre 2016,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'adopter les propositions formulées par M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,

PRECISE que les crédits suffisants seront prévus chaque année au budget de la Commune (chapitre 012).

2°) CONVENTION AVEC LE CDG 83 POUR LE RISQUE « PREVOYANCE GARANTIE SALAIRE »

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 25, alinéa 6 et l'article 88-2,

Vu la loi de modernisation du 2 février 2007,

Vu le décret n° 2011-1474 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics, au financement de la protection sociale complémentaire et leurs agents,

Vu les arrêtés du 8 novembre (J.O du 10 novembre 2011) relatifs à l'avis d'appel public à la concurrence et au financement de la protection sociale complémentaire,

Vu du Comité Technique en date du 12 octobre 2016 relatif à la convention de participation mutualisée et la participation financière.

Vu la délibération n° 2015-030 en date du 24 mars 2015. Donnant mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Var pour lancer la procédure de mise en concurrence pour la mise en place d'une convention de participation en prévoyance conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Vu la délibération n°2016/01 du 21 mars 2016 du CDG du Var relative au lancement de la procédure de mise en concurrence,

Vu la délibération n° 2016/36 du 27 juin 2016 retenant l'offre de la MNT/SOFAXIS et autorisant le Président à signer la convention.

Vu l'avis du CT en date du 12 octobre 2016 portant sur le montant de la participation et ses modalités d'octroi

Considérant les garanties et tarifs présentés par la MNT/SOFAXIS, il est proposé de conclure une convention de participation avec le CDG

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel,
Considérant l'avis favorable unanime des Commissions du Personnel Communal et des Finances du 12 octobre 2016,
Considérant l'avis favorable unanime du Comité Technique du 12 octobre 2016,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1 : de prendre acte du choix de l'opérateur d'assurance MNT/SOFAXIS, retenu par le Conseil d'administration du Centre de Gestion du Var, après avis du Comité technique et conformément à la mise en concurrence imposée par le décret du 8 novembre 2011.

ARTICLE 2 : de rejoindre la convention de participation liant le CDG 83 à l'organisme assureur MNT et comme gestionnaire SOFAXIS.

ARTICLE 3 : d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de participation pour le risque prévoyance et tout acte en découlant.

ARTICLE 4 : Considérant l'objectif de concilier la bonne gestion des deniers publics et l'intérêt social, le montant de la participation est fixé à 5 euros mensuellement à chaque agent souhaitant adhérer au dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance proposé par le CDG 83

ARTICLE 5 : Le montant de la participation octroyée à l'agent peut représenter au maximum 100% de la cotisation exprimée en euro.

ARTICLE 6 : Prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets et exercices correspondants.

4 - Administration générale

4-1 - SPL « ID 83 » - Rapport d'activités 2015

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération en date du 21 juillet 2011 la Commune a décidé d'adhérer à la SPL « ID83 ».

Chaque collectivité territoriale actionnaire de Sociétés Publiques Locales doit exercer un contrôle analogue à celui qu'elle exercerait sur ses propres services.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué à la SPL « ID 83 », qui indique qu'en application de cette obligation, le Conseil Municipal doit prendre acte du rapport d'activités de la Société Publique Locale « ID83 » pour l'exercice 2015 présenté par ses soins en qualité de représentant de la collectivité au sein de cette société.

Considérant les pièces fournies relatives à l'activité 2015 et les comptes clos pour cet exercice, produits par la SPL « ID83 »,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins un contre : M. KINET

APPROUVE le rapport d'activités de la SPL « ID83 » concernant l'exercice 2015 dont un exemplaire est joint à la présente.

<u>4-2 - Démission de M. Renaud GAULET des commissions d'urbanisme, des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal (se maintient dans la commission des Finances)</u>
--

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que M. GAULET Renaud l'a informé, dans un premier temps, de sa décision de démissionner des commissions communales dont il était membre, soit des affaires scolaires-Enfance-Jeunesse, des subventions aux associations et du Personnel Communal mais qu'il se maintenait dans la commission des Finances.

Dans un second temps, M. GAULET a indiqué à M. le Maire ce jour, par courriel, de sa décision de démissionner du Conseil Municipal avec effet immédiat.

Le suivant de la liste de M. GAULET a donc été contacté pour siéger à la présente réunion. Un dossier complet lui a été transmis (convocation avec ordre du jour, note de synthèse et documents d'informations) dans la matinée par courriel. Il s'agit de Mme Céline LEBERQUIER domiciliée au lotissement « Les Machottes ». Celle-ci a fait savoir à M. le Maire qu'elle ne pouvait pas siéger ce soir.

M. le Maire procédera donc à son installation officielle au sein du Conseil Municipal lors de la prochaine réunion. Il rappelle que la fonction de Conseillère Municipale lui est d'ores et déjà attribuée.

<u>5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal</u>
--

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 14 septembre 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 30 15/09/2016	Travaux habillage columbarium - Pianetti	6 500,00 €	7 800,00 €
N° 31 15/09/2016	Remplacement de climatiseur du bureau du Maire - SARL CALECO	2 100,00 €	2 520,00 €
N° 32 15/09/2016	Avenant contrat d'entretien des climatiseurs - SARL CALECO	2 893,07 €	3 471,68 €
N° 33 16/09/2016	Renouvellement concession trentenaire 3ème cimetière - Mme Claudine MENDES		+ 860,00 € dont + 286,67 € pour le CCAS
N°34 20/09/2016	Décision d'ester en justice SAFE/Commune Le Val		
N° 35 14/10/2016	Décision d'ester en justice AUTHOSSERRE/Commune Le Val		
N° 36 18/10/2016	Acceptation d'avance de frais de formation pour une Adjointe d'Animation (subvention de la CAF (50 % minimum)		695,00 €
N° 37 18/10/2016	Décision d'ester en justice DOUESNARD/Commune Le Val		
N° 38 18/10/2016	Mission ponctuelle pour le nettoyage de l'école élémentaire durant les vacances de Toussaint - VAR NETT	1.150 €	1.380 €
N° 39 18/10/2016	Attribution de divers devis Investissement acquisition de matériel (CHORUS, MERCURA, CIRCET, LDLC, AXESS, M BRICOLAGE, ATRAD MEFRENE, COMAT & VALCO, ASLER, BROSSETTE, CLIMAT)		

Monsieur le Maire indique d'autre part que 7 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 14 septembre 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 14 septembre 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

6 - Question écrite de M. GAULET Renaud intitulée « Une commune sans migrant »

Question annulée vu la démission de M. GAULET du Conseil Municipal.

7 - Questions orales

Les questions orales seront transcrites dans le PV de la réunion.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER